

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.64102

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

control over U.S.-Soviet relations« (S. 217). Dennoch bleibe: »Ulbricht's preference for hardline solutions and Khrushchev's commitment to propping up the GDR at all costs created the wall« (S. 233). Die von der Verfasserin genannten fünf Gründe für Ulbrichts Durchsetzungsfähigkeit (S. 226ff.) lassen sich auf die Persönlichkeiten, die Strukturen der gefährdeten DDR, Chruschtschows Sorge vor innerparteilichen Vorwürfen und den sowjetisch-chinesischen Gegensatz reduzieren.

Man wird Harrisons Position gelegentlich überzogen finden, die Durchgriffsmöglichkeiten und vielleicht auch -willigkeit der Sowjetunion in der DDR und anderswo in ihrem Machtbereich für höher einschätzen, wie es etwa Michael Lemke getan hat. Harrisons klare Argumentation ist jedoch auf saubere Quellenrecherche gestützt und vermag in sich plausible Kombinationen zu bilden. Der »Ostblock«, von dem man m. E. immer noch im Vergleich zur westlichen wesentlich freiwilligeren und leistungsfähigeren Integration reden kann, war weniger monolithisch, als man lange mit dem Blick von außen her angenommen hat, die politischen Beziehungen stellen sich nach Zugang zu den internen Besprechungen als weitaus widersprüchlicher und komplexer dar. Harrison selbst benennt im Ausblick einige weitere erste Monographien für diese Sichtweise. Da ist noch einiges zu erwarten, was dazu beitragen kann, daß der »Kalte Krieg« erst jetzt besser verstanden werden kann: Er war vielleicht gar nicht so durchgehend und epochenprägend. Er hatte möglicherweise im Westen, vor allem aber im Osten sehr viel mit internen Konflikten in den jeweiligen Integrationsbemühungen zu tun.

Jost DÜLFFER, Köln

Volker ERHARD, Adenauers deutschlandpolitische Geheimkonzepte während der zweiten Berlin-Krise 1958–1962. Eine Studie aus den Akten der westlichen Diplomatie, Hamburg (Dr. Kovac) 2003, 287 p.

L'ouvrage de Erhard est issu d'une thèse de doctorat soutenue sous la direction de Klaus Hildebrand à l'Université de Bonn. L'auteur a essentiellement travaillé dans les archives américaines, britanniques et accessoirement françaises, et c'est donc du côté allié qu'il se place délibérément. Que savaient les Alliés sur la politique extérieure d'Adenauer, sur ses visées cachées et en particulier, sur son action secrète lors de la crise de Berlin, de 1958 à 1962? La croyaient-ils réaliste? Quelles pouvaient être pour eux les conséquences de cette politique? Leur connaissance de cette politique les a-t-elle mené à intervenir plus amplement dans les affaires allemandes? Autrement dit, au-delà de l'analyse de la seconde crise de Berlin et de la diplomatie publique et secrète du chancelier Adenauer, ce livre s'attache aussi à montrer comment fonctionnait la diplomatie alliée dans les années de la plus forte tension de la Guerre froide.

Dans le cadre de la deuxième crise de Berlin, le chancelier Adenauer a, à plusieurs reprises, nettement modifié sa politique en direction de l'Est, en particulier dans l'idée de reconnaître la République démocratique allemande (RDA), sous certaines conditions, ce qui aurait été une modification radicale de la politique allemande officielle jusque là. Un certain nombre de livres ont déjà paru sur la politique allemande d'Adenauer. Jusqu'à présent, on avait largement lié l'histoire de la politique extérieure allemande avec la propre politique du chancelier. Les analyses historiques, en particulier celles du début des années 1990 (par exemple les biographies de Hans-Peter Schwarz<sup>1</sup> ou de Henning Köhler<sup>2</sup>), estimaient déjà que la politique d'Adenauer n'était pas basée sur des concepts très stricts et qu'elle n'avait pas montré

1 Hans-Peter SCHWARZ, Adenauer, der Staatsmann (1952–1967), Stuttgart 1991.

2 Henning KÖHLER, Adenauer, eine politische Biographie, Berlin 1994.

une stratégie unique, car à plusieurs reprises elle avait changé et qu'elle était caractérisée par des contradictions profondes. C'est aussi ce que constatait Rudolf Morsey<sup>3</sup> à cette époque: une évaluation définitive de la politique d'Adenauer n'était pas encore possible. Ici, l'auteur s'est attaché à comprendre la connaissance et la perception qu'avaient les Alliés de cette politique et de ses évolutions.

Les conclusions que dégage Erhard de son étude sont tout d'abord que la politique secrète du chancelier allemand était assez mal connue des alliés occidentaux et que, quand bien même ils en étaient informés, ils n'y prêtaient finalement pas une grande attention, étant entendu qu'il y a cependant à distinguer entre les trois alliés et entre les différentes périodes. Ainsi, selon lui, les Américains et les Britanniques avaient eu connaissance de la «solution autrichienne» dès 1958, mais pas les Français. Mais de la demande d'Adenauer adressée à Smirnov en mars 1958, pas un seul Allié n'avait eu connaissance. En effet, entre le 7 mars et le 26 avril 1958, le chancelier avait proposé à trois reprises cette «solution autrichienne» à ses interlocuteurs soviétiques. Son idée était celle d'une neutralité des deux Allemagne, une reconnaissance de la RDA par la RFA dans les frontières du 31 décembre 1937, selon l'accord des quatre puissances, et la renonciation définitive à la réunification. Ceci constituait donc un changement important par rapport à la politique suivie depuis la création de la République fédérale.

De l'existence du plan Globkes<sup>4</sup> (juillet 1958) pour la reconnaissance de la RDA, seuls les Américains étaient au courant, mais sans que cela leur ait été signifié officiellement. Les Britanniques et les Français ne furent informés que partiellement et indirectement de certains éléments de ce dossier, les Britanniques en mars 1959, bien avant les Français. Adenauer n'informa qu'Eisenhower d'une possible acceptation d'un statut de ville libre pour Berlin-Ouest. Le résultat d'un sondage sur une possible trêve politique ne fut donné aux Américains et aux Français qu'un an plus tard, au moment du contact Smirnov-Kroll en 1963, et les Britanniques n'en surent rien. La proposition de moratoire<sup>5</sup> ne fut connue que des seuls Américains, en novembre 1962, à qui elle fut présentée par Carl Carstens, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Mais à cette époque, il y avait une nouvelle donne dans les relations Est-Ouest et les Américains avaient modifié leur politique allemande en une stratégie d'attente, de patience, cette question devant le plus possible être contournée.

De tout ceci, on peut dire que les orientations précises de la diplomatie d'Adenauer était mieux connue des Américains que des Français et des Britanniques. On perçoit ainsi la hiérarchie en place dans la diplomatie allemande: parce qu'ils sont considérés comme les alliés majeurs, les Américains sont toujours informés en premier (parfois seuls) et de manière plus complète des différents plans qu'Adenauer a proposé pour tenter de résoudre la seconde crise de Berlin par une solution qui règle définitivement le problème allemand. Viennent en second lieu les Britanniques, jusqu'au début de l'année 1959. Par la suite, en raison de l'importance de la construction européenne pour les Allemands, c'est le partenaire français qui est le plus favorisé. Cependant, les Alliés, à commencer par les Américains, se montrent extrêmement prudents, voire méfiants, sur l'authenticité ou le réalisme des informations qu'ils recueillent sur la politique secrète d'Adenauer. Celui-ci ne propose pas assez de concessions (par exemple la mise en place de véritables relations avec la RDA qui auraient été une reconnaissance de facto ou l'acceptation de la ligne Oder-Neiße) pour que ses propositions soient vraiment prises au sérieux et aient des chances d'aboutir.

Finalement, on constate que le chancelier Adenauer avait une réelle activité diplomatique autonome et en partie secrète, mais comme elle n'était pas vraiment perçue comme réaliste

3 Rudolf MORSEY, *Die Deutschlandpolitik Adenauers. Alte Thesen und neue Fakten*, Opladen 1991.

4 Hans Globkes, *secrétaire d'État dans le cabinet d'Adenauer*.

5 Stillhalteplan.

et pouvant aboutir à des changements tangibles, elle n'offrait qu'un intérêt limité pour les Alliés dans la mesure où ils pensaient que les propositions d'Adenauer étaient d'une part souvent changeantes et que d'autre part, elles ne pouvaient susciter l'intérêt de Moscou et qu'elles n'avaient donc aucune chance de réalisation. De plus, les Alliés souhaitaient tous maintenir le *statu quo* pour l'Allemagne et pour Berlin. En particulier, les Américains et les Français ne pouvaient accepter, pour des raisons de prestige, la perte de leurs droits sur Berlin. Seule la Grande-Bretagne était ouverte à une solution européenne de la question allemande qui permette, entre autres, d'améliorer la situation humanitaire de la RDA, mais elle ne souhaitait pas s'opposer à Washington dans ce domaine. La politique secrète du chancelier n'était donc pas la préoccupation majeure des services de renseignement alliés, ce qui explique leurs lacunes dans la connaissance de certains détails. Elle n'a donc joué qu'un rôle très marginal qui incite à relativiser les très nombreux débats autour de cette question.

Ce travail de recherche est sérieux et novateur, mais on reste parfois sur sa faim: un peu plus de contextualisation aurait été bienvenu. Malgré des sources nombreuses décrites en annexe, ce sont quand même très souvent les mémoires d'Adenauer ou des discours publics de ce dernier qui sont cités en notes. C'est cependant un ouvrage sur lequel il faut désormais compter sur l'interprétation d'une des principales crises de la Guerre froide dont l'intérêt s'est renouvelé depuis quelques années avec la fin du système bipolaire et l'ouverture progressive des archives.

Françoise BERGER, Grenoble

Ulbricht, Chruschtschow und die Mauer. Eine Dokumentation, hg. und eingeleitet von Mathias UHL und Armin WAGNER, München (Oldenbourg) 2003, 220 p. (Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, 86).

Ce recueil, élaboré conjointement par l'Institut für Zeitgeschichte et par le Militärgeschichtliche Forschungsamt, rassemble sur la construction du mur de Berlin une cinquantaine de documents inédits. Ils proviennent essentiellement des archives de l'ancienne RDA, intégrées aujourd'hui au Bundesarchiv, et des archives de l'ancienne URSS, ouvertes désormais en partie à Moscou. L'édition de ces rapports, de ces procès-verbaux, de ces ordres d'opérations est remarquable, avec références d'origine, notes sur les personnes et les institutions citées, bibliographie et index. On s'étonne seulement de ne trouver aucune indication sur la traduction de certaines pièces certainement rédigées en russe et données en langue allemande.

Une introduction, articulée avec netteté, retrace la genèse de cette action spectaculaire. L'initiative vient des autorités de la République Démocratique Allemande. Dès 1955, elles ont fait préparer un «plan Anton», pour mettre fin à la libre circulation des personnes entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Elles reprennent en 1960 le projet d'un contrôle (non encore d'un mur), parce que le courant d'émigration qui s'enfle compromet le développement de l'économie, et aussi parce que son interruption est nécessaire pour introduire l'obligation du service militaire. Mais Ulbricht ne peut agir qu'avec l'aval de Khrouchtchev, qui se fait prier assez longtemps. S'il a posé avec éclat le problème de Berlin en novembre 1958, il tient par ailleurs à poursuivre avec l'Occident un dialogue souvent agité. Il donne enfin son accord à la mi-juillet 1961 (avant le ferme discours de Kennedy, le 25, qui n'est donc pas à l'origine de la crise). La décision devient définitive dans les premiers jours d'août et non, comme on l'a cru, pendant la session du Pacte de Varsovie entre le 3 et le 5. Celle-ci a été seulement l'occasion d'informer les partenaires de l'action qui allait être menée le 13 suivant.

Au delà de cette correction de la chronologie, l'intérêt général du livre est d'introduire concrètement le lecteur dans le fonctionnement du régime de Berlin et dans ses relations